

Le gouvernement pourrait retarder le retour à l'équilibre

■ Cette semaine, l'équipe Michel lancera un contrôle budgétaire qui s'annonce ardu.

Cette semaine, le gouvernement fédéral doit rentrer "dans le dur". Le Comité de monitoring – qui réunit les principaux hauts fonctionnaires de l'Etat – va remettre son rapport sur la situation macro-économique de la Belgique.

Il devrait confirmer ce qui se dit depuis la semaine dernière: il manquerait 2 milliards en fin d'année pour boucler le budget sans dépasser le déficit autorisé (2 % du PIB). La ministre du Budget Sophie Wilmès (MR) n'a pas voulu confirmer ce chiffre. Mais elle a convenu que les recettes fiscales avaient été surestimées d'1,4 milliard d'euros.

Erreur comptable

La remise du rapport du Comité de monitoring déclenchera le départ du conclave budgétaire. Lequel, on s'en doute, s'annonce cauchemardesque. Le Premier ministre Charles Michel (MR) espère pourtant que son gouvernement ne passera pas trop de temps sur la copie. Il aimerait que l'exercice soit bouclé avant le 21 mars. Il pourra alors s'envoler l'esprit dégagé vers la Chine où il se rend avec le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur Pieter De Crem

(CD&V) et le ministre des Finances Johan Van Overtveldt (N-VA).

Ce dernier, avant de s'envoler vers le continent asiatique, risque cependant de passer un mauvais quart d'heure. Ce n'est pas la première fois que son département se goure dans ses estimations de recettes. Faut-il rappeler la saga entourant, en 2015, l'estimation erronée des recettes fiscales à verser aux Régions? Le gouvernement fédéral avait fait état d'une erreur de 750 millions dans le calcul de la subvention régionale avant de ramener ce chiffre à 157 millions. A l'époque déjà, les services du

ministère des Finances avaient été pointés du doigt.

Les critiques vont redoubler. L'administration les a d'ailleurs devancées. Ce week-end, le patron des Finances, Hans D'Hondt (CD&V), reconnaissait, dans la presse flamande, que "nos modèles de calcul ne sont pas assez affinés".

L'erreur, semble-t-il, viendrait de la prise en compte, lors de l'estimation des recettes de l'impôt des sociétés (Isoc), d'un versement exceptionnel – mais unique – à la fin de l'année 2014. Ce versement hors norme a évidemment faussé l'estimation du rendement de l'Isoc attendu en 2016.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement va

devoir réfléchir à la façon de redresser la barre. Certes, c'est habituel de ce genre d'exercices. L'ampleur de l'effort semble cependant inédite. D'autant qu'il intervient après des années de rigueur budgétaire. Les ministres ne semblent plus guère disposés à faire des

économies substantielles dans leur département, souvent à la diète depuis de longues années.

La N-VA estime que de l'argent peut encore être trouvé dans les budgets de la sécurité sociale. Mais la ministre des Affaires sociales Maggie De Block (Open VLD) lui a déjà signifié une fin de

non-recevoir. Et la N-VA n'entend, de son côté, pas mettre en péril les budgets dévolus à la sécurité et à la Défense nationale. "Ce n'est pas le moment", fait-on remarquer alors que le niveau de la menace terroriste reste élevé.

Un allongement de la trajectoire

On voit par ailleurs mal ce gouvernement promouvoir une hausse de la fiscalité. Où trouver l'argent alors? Une des pistes évoquées, c'est le report d'un an ou deux du retour à l'équilibre budgétaire – lequel est prévu en 2018. "C'est une option", a reconnu la ministre de Budget Sophie Wilmès (MR). *Mais attention, ce n'est pas une solution miracle*.

V.R.

"Mais, attention, ce n'est pas une solution miracle."

SOPHIE WILMÈS

La ministre MR du Budget, à propos d'un assouplissement du rythme de l'assainissement budgétaire.